

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

INNATE PHARMA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
 Au capital de 4.609.489,90 euros
 Siège social : 117, avenue de Luminy, 13009 Marseille
 424 365 336 R.C.S. Marseille
 (la « **Société** »)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 22 MAI 2025

AVIS DE CONVOCATION

**Rectificatif à l'avis de réunion valant avis de convocation
 publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 16 avril 2025 n°46**

Mesdames et Messieurs les actionnaires d'INNATE PHARMA sont informés que l'assemblée générale mixte (l'« **Assemblée Générale Mixte** ») doit être réunie le 22 mai 2025 à 10 heures 30, au siège de la Société.

L'Assemblée Générale Mixte aura pour objet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

I. Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

Résolutions relatives à l'exercice 2024

Résolution n°1 – Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2024

Résolution n°2 – Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2024

Résolution n°3 – Affectation du résultat de l'exercice 2024

Résolution n°4 – Approbation des conventions réglementées

Résolution n°5 – Approbation de l'ensemble des éléments de rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 aux mandataires sociaux

Résolution n°6 – Approbation des éléments de rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au Président du Directoire

Résolution n°7 – Approbation des éléments de rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 aux membres du Directoire (à l'exception du Président du Directoire)

Résolution n°8 – Approbation des éléments de rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au Président du Conseil de surveillance

II. Résolution de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

Résolution n°9 – Décision à prendre en vertu de l'article L. 225-248 du Code de commerce : non-dissolution de la Société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social

Résolution n°10 – Changement du mode d'administration et de direction de la Société : institution d'un Conseil d'administration – Modification des statuts

III. Résolutions de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :**Si la résolution n°10 est approuvée : Composition du Conseil d'administration**

Résolution n°11 – Nomination de Monsieur Jonathan Dickinson en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°12 – Nomination de Madame Irina Staatz-Granzer en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°13 – Nomination de Madame Véronique Chabernaud en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°14 – Nomination de Madame Pascale Boissel en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°15 – Nomination de la société Bpifrance Participations en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°16 – Nomination de Madame Sally Bennett en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°17 – Nomination de Monsieur Marty J. Duvall en qualité de membre du Conseil d'administration

Résolution n°18 – Nomination de Monsieur Christian Itin en qualité de membre du Conseil d'administration

Si la résolution n°10 est approuvée : « Say on Pay » ex ante

Résolution n°19 – Approbation des principes généraux de la politique de rémunération des mandataires sociaux pour l'exercice 2025

Résolution n°20 – Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général pour l'exercice 2025

Résolution n°21 – Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2025

Résolution n°22 – Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2025

Résolution n°23 – Détermination de la rémunération de l'article L.225-45 du Code de commerce à allouer aux administrateurs pour l'exercice 2025

Si la résolution n°10 est approuvée : Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions

Résolution n°24 – Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions

Si la résolution n°10 est rejetée : Composition du Conseil de surveillance

Résolution n°25 – Renouvellement de Madame Irina Staatz-Granzer en qualité de membre du Conseil de surveillance

Résolution n°26 – Renouvellement de Bpifrance Participations en qualité de membre du Conseil de surveillance

Résolution n°27 – Renouvellement de Madame Véronique Chabernaud en qualité de membre du Conseil de surveillance

Résolution n°28 – Nomination de Marty J. Duvall en qualité de membre du Conseil de surveillance

Résolution n°29 – Nomination de Christian Itin en qualité de membre du Conseil de surveillance

Si la résolution n°10 est rejetée : « Say on Pay » ex ante

Résolution n°30 – Approbation des principes généraux de la politique de rémunération des mandataires sociaux pour l'exercice 2025

Résolution n°31 – Approbation de la politique de rémunération du Président du Directoire pour l'exercice 2025

Résolution n°32 – Approbation de la politique de rémunération des membres du Directoire (à l'exception du Président du Directoire) pour l'exercice 2025

Résolution n°33 – Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil de surveillance pour l'exercice 2025

Résolution n°34 – Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance (à l'exception du Président du Conseil de surveillance) pour l'exercice 2025

Résolution n°35 – Détermination de la rémunération de l'article L.225-83 du Code de commerce à allouer aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice 2025

Si la résolution n°10 est rejetée : Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions

Résolution n°36 – Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions

IV. Résolution de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :**Si la résolution n°10 est approuvée : Délégations financières**

Résolution n°37 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Résolution n°38 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par une offre au public

Résolution n°39 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre de type « placement privé » visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

Résolution n°40 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes

Résolution n°41 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par le Conseil d'administration

Résolution n°42 – Autorisation donnée au Conseil d'administration en cas d'augmentation de capital, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter de 15 % le nombre de titres à émettre

Résolution n°43 – Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

Résolution n°44 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société

Résolution n°45 – Limitation globale des autorisations prévues par les résolutions n°37 à 44 ci-dessus

Résolution n°46 – Autorisation consentie au Conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre sur la base de l'atteinte de critères de performance au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés, de cadres supérieurs salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales

Résolution n°47 – Autorisation consentie au Conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre sur la base de l'atteinte de critères de performance au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales

Résolution n°48 – Autorisation consentie au Conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de nouveaux cadres (salariés et/ou mandataires sociaux) de la Société ou de ses filiales

Résolution n°49 – Autorisation consentie au Conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales

Résolution n°50 – Autorisation consentie au Conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales

Résolution n°51 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise

Résolution n°52 – Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions autonomes réservés à tout membre du Conseil d'administration (BSA)

Résolution n°53 – Délégation de pouvoir consentie au Conseil d'administration en vue d'annuler tout ou partie des actions détenues en propre par la Société, au titre de l'autorisation de rachat d'actions

Si la résolution n°10 est rejetée : Délégations financières

Résolution n°54 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Résolution n°55 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par une offre au public

Résolution n°56 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre de type « placement privé » visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

Résolution n°57 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes

Résolution n°58 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par le Directoire

Résolution n°59 – Autorisation donnée au Directoire en cas d'augmentation de capital, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter de 15 % le nombre de titres à émettre

Résolution n°60 – Délégation de pouvoirs au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

Résolution n°61 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société

Résolution n°62 – Limitation globale des autorisations prévues par les résolutions n°54 à 61 ci-dessus

Résolution n°63 – Autorisation consentie au Directoire pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre sur la base de l'atteinte de critères de performance au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés, de cadres supérieurs salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales

Résolution n°64 – Autorisation consentie au Directoire pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre sur la base de l'atteinte de critères de performance au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales

Résolution n°65 – Autorisation consentie au Directoire pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de nouveaux cadres (salariés et/ou mandataires sociaux) de la Société ou de ses filiales

Résolution n°66 – Autorisation consentie au Directoire pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales

Résolution n°67 – Autorisation consentie au Directoire pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales

Résolution n°68 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise

Résolution n°69 – Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions autonomes réservés à tout membre du Conseil de surveillance (BSA)

Résolution n°70 – Délégation de pouvoir consentie au Directoire en vue d'annuler tout ou partie des actions détenues en propre par la Société, au titre de l'autorisation de rachat d'actions

Si la résolution n°10 est rejetée : Modification des statuts

Résolution n°71 – Modification des statuts en considération des dispositions de la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité »

Résolution n°72 – Modification des statuts concernant la durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance et le renouvellement des mandats

V. Résolution de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

Résolution n°73 – Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

* *

*

Il convient d'informer les actionnaires des modifications suivantes par rapport à l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 16 avril 2025 n°46 :

1. A la 1^{ère} résolution, le dernier paragraphe est supprimé, comme suit (texté barré, en gras et souligné) :

« L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après en avoir délibéré, et connaissance prise du rapport du Directoire, des observations du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes annuels tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale constate que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 font état de dépenses visées à l'article 39, 4° du Code général des impôts engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se composant de 232.000 euros de rémunération des membres du Conseil de surveillance et de 24.857 euros d'amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme.

L'Assemblée générale constate de même que lesdits comptes ne font pas état de frais généraux visés par l'article 39, 5° du Code général des impôts.

~~Après en avoir délibéré, l'Assemblée générale donne aux membres du Directoire, aux membres du Conseil de surveillance et aux commissaires aux comptes quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.~~ ».

2. A la suite de l'augmentation de capital de la Société réalisée le 25 avril 2025 et portant le capital social de la Société à 4.609.489,90 euros, les résolutions sont modifiées comme suit :

- (a) Aux 37^{ème}, 38^{ème}, 39^{ème}, 40^{ème}, 41^{ème}, 44^{ème}, 45^{ème}, 54^{ème}, 55^{ème}, 56^{ème}, 57^{ème}, 58^{ème}, 61^{ème} et 62^{ème} résolutions, toute référence au "montant nominal global de 4.192.220,55 euros" relative au montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des délégations financières est remplacée par une référence à "montant nominal global de 4.609.489,90 euros" ;
- (b) Aux 37^{ème}, 38^{ème}, 39^{ème}, 40^{ème}, 41^{ème}, 44^{ème}, 45^{ème}, 54^{ème}, 55^{ème}, 56^{ème}, 57^{ème}, 58^{ème}, 61^{ème} et 62^{ème} résolutions, toute référence au "maximum de 83.844.411 actions" relative au nombre maximum d'actions pouvant être émises dans le cadre des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des délégations financières est remplacée par une référence à "maximum de 92.189.798 actions" ; et
- (c) Aux 37^{ème}, 38^{ème}, 39^{ème}, 40^{ème}, 41^{ème}, 43^{ème}, 44^{ème}, 54^{ème}, 55^{ème}, 56^{ème}, 57^{ème}, 58^{ème}, 60^{ème} et 61^{ème} résolutions, toute référence au "plafond nominal global de 4.192.220,55 euros" prévu par les 45^{ème} et 62^{ème} résolutions est remplacée par une référence au "plafond nominal global de 4.609.489,90 euros".

Le reste du projet de texte des résolutions demeure inchangé.

* *

*

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale Mixte, de s'y faire représenter par un mandataire, d'envoyer une procuration sans indication du

mandataire, auquel cas ses droits de vote seront exercés pour approuver les projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire et rejeter les autres projets de résolutions, ou de voter avant l'Assemblée Générale Mixte par correspondance. Tout actionnaire pourra être représenté par son conjoint ou son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, par un autre actionnaire de la Société ou par toute autre personne (physique ou morale) de son choix.

Pour assister, voter par correspondance ou se faire représenter à l'Assemblée Générale Mixte :

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale Mixte par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- *soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, SOCIETE GENERALE (Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 NANTES CEDEX 3), pour les actionnaires propriétaires d'actions nominatives ;*
- *soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité, teneur de comptes de titres, pour les actionnaires propriétaires d'actions au porteur.*

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée Générale Mixte :

Pour faciliter l'accès de l'actionnaire à l'Assemblée Générale Mixte, il est recommandé aux actionnaires de se munir préalablement d'une carte d'admission qu'ils pourront obtenir de la manière suivante :

- *l'actionnaire au nominatif devra demander une carte d'admission à la SOCIETE GENERALE, à l'aide de l'enveloppe T jointe à l'avis de convocation ;*
- *l'actionnaire au porteur devra demander à son intermédiaire financier qu'une carte d'admission lui soit adressée. L'intermédiaire se chargera alors de transmettre cette demande, accompagnée d'une attestation de participation à SOCIETE GENERALE, qui fera parvenir à l'actionnaire une carte d'admission.*

L'actionnaire n'ayant pas reçu sa carte d'admission deux jours avant l'assemblée demandera à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire pour être admis à l'Assemblée Générale.

Le jour de l'Assemblée Générale Mixte, tout actionnaire devra justifier de sa qualité lors des formalités d'enregistrement.

Si vous souhaitez voter par correspondance ou établir une procuration :

L'actionnaire au nominatif reçoit directement le formulaire unique de vote ou de procuration, joint à l'avis de convocation, qu'il doit compléter, signer et renvoyer, à l'aide de l'enveloppe T jointe à l'avis de convocation.

L'actionnaire au porteur devra demander un formulaire unique de vote ou de procuration à son établissement teneur de compte qui se chargera de le transmettre accompagné d'une attestation de participation à la SOCIETE GENERALE, toute demande de formulaire unique de vote ou de procuration devra, pour être honorée, avoir été reçue au plus tard six jours calendaires avant la date de l'Assemblée, soit le vendredi 16 mai 2025, conformément aux dispositions de l'article R.225-75 du Code de commerce.

Le formulaire de vote par correspondance ou par procuration sera également disponible au sein de la société.

Pour être comptabilisé, le formulaire de vote par correspondance, complété et signé, devra être reçu par SOCIETE GENERALE au plus tard le troisième jour avant la tenue de l'Assemblée, soit au plus tard le lundi 19 mai 2025.

En cas de retour d'un formulaire de procuration et de vote par correspondance par un intermédiaire, la Société se réserve le droit d'interroger ledit intermédiaire pour connaître l'identité des votants.

Tout actionnaire qui a déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

En application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, tout actionnaire peut céder tout ou partie de ses actions après avoir exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ou une attestation de participation et avant l'Assemblée Générale Mixte :

- *si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à SOCIETE GENERALE et lui transmet les informations nécessaires ;*

- *si la cession intervient après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, elle n'a pas à être notifiée par l'intermédiaire habilité ni à être prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.*

Les modalités de participation et de vote par visioconférence ou par un moyen électronique de télécommunication n'ont pas été retenues pour la réunion de cette Assemblée Générale Mixte. Aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Procuration par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- ***pour les actionnaires au nominatif*** : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante : assemblees.generales@sgss.socgen.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant Société Générale pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- ***pour les actionnaires au porteur*** : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante : assemblees.generales@sgss.socgen.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, accompagnée d'une copie numérisée d'une attestation de participation établie par l'intermédiaire habilité teneur de leur compte, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite à la Société Générale, Service des Assemblées, CS 30812, 44308 Nantes cedex 3.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le troisième jour avant la tenue de l'Assemblée, soit au plus tard le lundi 19 mai 2025. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique assemblees.generales@sgss.socgen.com. Toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et / ou traitée.

Questions écrites

A compter de la présente insertion, tout actionnaire aura la faculté d'adresser des questions écrites au Président du Directoire de la Société. Ces questions doivent être adressées à l'attention du Président du Directoire au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par voie électronique à l'adresse suivante : investisseurs@innate-pharma.fr, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale Mixte. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Droit de communication des actionnaires

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais et conditions de l'article R.225-88 du Code de Commerce, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce par voie électronique à l'adresse suivante : investors@innate-pharma.fr ou à SOCIETE GENERALE. Le cas échéant, l'actionnaire devra mentionner dans sa demande son adresse électronique.

Les documents visés aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à la disposition des actionnaires au siège de la Société à compter de l'avis de convocation et au moins pendant les quinze jours qui précéderont la date de l'Assemblée Générale Mixte.

Pendant une période ininterrompue commençant au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'assemblée, la Société publiera sur son site Internet (www.innate-pharma.com) les informations et documents visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce.

Retransmission de l'Assemblée Générale Mixte

En application de l'article R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Mixte fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct, accessible sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.innate-pharma.com. Un enregistrement de l'Assemblée Générale Mixte sera consultable sur le site Internet de la Société.